

[Texte]

With the formation of the National Coalition Government of the Union of Burma in December 1990 and the assistance of the International Centre for Human Rights and Democratic Development in Montreal in 1991, the Burmese democracy movement and the ADDB, which I represent, have been able greatly to advance the cause of democracy in Burma.

Some significant international developments include the following.

First, in October 1991, the Nobel Peace Prize was awarded to Aung Sang Suu Kyi. This was followed in December by Norway's tacit recognition of the National Coalition Government. In addition, the Government of Norway provided two million Norwegian kroner in humanitarian aid to the National Coalition Government. Again, in March 1992 the Norwegian ambassador to the United Nations formally requested the United Nations Security Council to impose an arms embargo against the military regime.

• 1700

Another significant development concerns the European Community. In July 1991 the European Parliament called for its member nations to establish contact with the National Coalition Government and to assist it to implement the results of the 1990 elections. Again, in July 1991 the European Community imposed a ban of arms sales to Rangoon and called for a worldwide arms embargo against Burma. In December the member nations of the European Community withdrew the French attachés from Burma. In April 1992 the European Parliament called on the UN Security Council to impose an arms embargo and sought to delay the implementation in Burma of UN programs, especially those under the United Nations development program.

Turning to Asia, the foreign minister of Japan stated in November 1991 that if Burma's rulers continued to refuse to accept the results of the May 1990 elections, "they will have no alternative but to suffer sanctions from the international community." Even the friends of the Burmese military in ASEAN are losing their patience. In December 1991 ASEAN sent the Philippines foreign affairs secretary to Rangoon to warn Rangoon about the growing international disapproval of its action. In January 1992 the Prime Minister of Malaysia made a reference to the Burmese regime by saying that ASEAN should not "support oppressive regimes which are not concerned with the well-being of their own nationals."

As the refugee crisis on the Burma-Bangladesh war escalated, Malaysian foreign minister, Abdullah Badawi, stated that the situation in Burma is no longer a domestic problem. Singapore and Indonesia also publicly expressed their concern. Thailand, the Burmese junta's strongest ally in ASEAN, refused to make a statement, but hinted at its concern by pointing to the fact that there are at least 100,000 Burmese refugees in Thailand. And this year Thailand did

[Traduction]

Grâce à la création du Gouvernement national de coalition de l'Union de Birmanie en décembre 1990 et à l'aide du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique à Montréal en 1991, le mouvement démocratique birman et la DDB ont pu faire progresser considérablement la cause de la démocratie en Birmanie.

Mentionnons ce qui suit parmi les principales réalisations à l'échelle internationale.

En octobre 1991, le Prix Nobel de la paix a été décerné à M<sup>me</sup> Aung Sang Suu Kyi. Ensuite, en décembre, la Norvège a tacitement reconnu le Gouvernement de coalition national. De plus, le gouvernement de la Norvège a versé une aide humanitaire de 2 millions de couronnes norvégiennes au Gouvernement de coalition national. En mars 1992, l'ambassadeur norvégien aux Nations Unies a officiellement demandé au Conseil de sécurité des Nations Unies d'imposer un embargo sur les armes à feu contre la junte militaire à Rangoon.

Un autre événement important s'est produit dans la Communauté européenne. En juillet 1991, le Parlement européen a demandé à ses membres d'entrer en communication avec le Gouvernement de coalition nationale et de l'aider à donner suite aux résultats des élections de 1990. En juillet 1991, la Communauté européenne a interdit les ventes d'armes à Rangoon et demandé que tous les pays du monde imposent un embargo sur les armes contre la Birmanie. En décembre, les pays membres de la Communauté européenne ont rappelé les attachés militaires de la Birmanie. En avril 1992, le Parlement européen a demandé au Conseil de sécurité des Nations Unies d'imposer un embargo sur les armes et cherchait à retarder la mise en oeuvre en Birmanie de programmes des Nations Unies, notamment ceux découlant du Programme des Nations Unies pour le développement.

En Asie, le ministre des affaires étrangères du Japon déclarait en novembre 1991 que si les dirigeants de la Birmanie continuaient à refuser de s'incliner devant le verdict du scrutin de mai 1990, «ils n'auraient d'autre choix que de subir les sanctions de la communauté internationale». Même les amis de la junte militaire birmane au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est commencent à perdre patience. En décembre 1991, l'ANASE a envoyé le secrétaire des affaires étrangères des Philippines à Rangoon pour lui signifier la désapprobation internationale croissante à son endroit. En janvier 1992, le premier ministre de Malaisie faisait allusion au régime birman lorsqu'il a dit que l'ANASE ne «supporterait plus les gouvernements oppressifs qui ne se préoccupent pas du bien-être de leurs propres ressortissants».

Le problème des réfugiés à la frontière de la Birmanie et du Bangladesh allant en s'accroissant, le ministre des affaires étrangères de la Malaisie, Abdullah Badawi, a indiqué que la situation en Birmanie n'est plus un problème interne. Singapour et l'Indonésie ont aussi exprimé publiquement leur inquiétude. La Thaïlande, principale alliée de la junte birmane parmi les pays membres de l'ANASE, a refusé de commenter la situation, se contentant de signaler le fait qu'il